



Une transition... mais vers quoi ?

Philippe Destatte
directeur général de l'Institut Destrée

12 mai 2013

Un séminaire européen organisé à Paris par la Mission Prospective du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, avec l'appui de la Fondation Prospective 2100, s'interrogeait ces 25 et 26 avril 2013 sur la "*Transition vers une économie écologique*". L'ambition de cette réflexion, pilotée par la responsable de la Mission Prospective Nathalie Etahiri, appuyée notamment par les prospectivistes de renom Thierry Gaudin et Elie Faroult, consistait à approcher ces concepts de manière comparative et transdisciplinaire, de tenter de retenir une définition de travail fondée sur les expérimentations européennes en cours. De même s'agissait-il de s'interroger d'une part sur les articulations entre les innovations technologiques, l'efficacité économique et les contraintes environnementales et, d'autre part, de tenter de mesurer quel impact la transition vers une économie écologique peut avoir sur les territoires.

Question délicate, débat passionnant. La littérature, autant que les informations quotidiennes ne manquent pas pour nous rappeler les enjeux majeurs que constituent le changement climatique, l'épuisement progressif des énergies fossiles ainsi que de bon nombre des éléments de notre bon vieux tableau de Mendeleïev, la croissance et le vieillissement de la population mondiale, les risques liés à la biodiversité ou encore l'ensemble des défis associés qui interpellent les habitants de notre planète bleue. Un page sur trois du fameux rapport Brundtland (Gro Harlem Brundtland, *Notre avenir à tous*, 1987) nous invite – depuis maintenant 25 ans ! – à changer nos pratiques tandis que, tous les dix ans, l'on commémore, avec chaque fois plus d'éclat le Meadows Report, *The Limits to Growth*, les limites à la croissance, réalisé sous l'égide du Club de Rome en 1972. Il est en effet courant aujourd'hui de rappeler qu'une transition est en cours au niveau mondial, qu'il s'agit de l'accompagner, d'en prévenir les effets négatifs voire de l'orienter pour atteindre une société plus durable. Sans cultiver *le goût théologique de la définition* – pour reprendre une formule de Fernand Braudel -, on peut quand même se demander ce qu'est cette Transition ? Et, de surcroît, vers quoi transite-t-on en fait ?

La transition dans un modèle de changement

Définir ce qu'est une transition dans un modèle de changement ne pose pas trop de difficulté. Nous avons évoqué par ailleurs le modèle de Kurt Lewin qui faisait de la transition le cœur du processus de transformation, entre décristallisation et recristallisation, en identifiant dans la transition cette période pendant laquelle les comportements et attitudes deviennent instables et contradictoires, pendant laquelle les acteurs en expérimentent puis en adoptent certains [1]. La définition de cette transition, avec un petit t, pourrait donc être la suivante : dans un modèle de changement systémique, la transition est la période pendant laquelle un système déstructuré et en rupture de sens voit les transformations majeures se réaliser dans l'ensemble de ses sous-systèmes, jusqu'à provoquer la mutation de l'ensemble du système lui-même. Cette phase de transition est suivie d'une étape finale de recherche et

de recouvrement d'un nouvel équilibre (que l'on peut appeler harmonie) au cours de laquelle la mutation peut devenir irréversible.

Mais, les mots ont leur histoire, rappelle à Paris Notis Lebessis, cheville ouvrière de l'ancienne cellule de prospective de la Commission européenne. En effet, depuis au moins le milieu du XIX^{ème} siècle, le concept de transition porte l'idée de passage d'un état stationnaire, d'un ordre des choses, d'un type de société à un autre. C'est ce que Marx, puis les marxistes ont tenté de théoriser, jusqu'à la fin du XX^{ème} siècle [2]. Maurice Godelier, professeur à l'École des Hautes Etudes en Sciences sociales, observe que la notion de transition (en allemand *Ubergang*), "passage", désigne chez l'auteur du *Capital, les formes et les processus de transformation d'un mode de production en un ou plusieurs autres, et d'une formation économique et sociale en une ou plusieurs autres*. Une transition serait donc, en théorie marxiste, *une époque de révolution sociale et politique correspondant à des révolutions dans le développement des forces productives et des rapports de production. C'est l'époque de l'arrivée à terme du développement des contradictions d'un système socio-économique, l'achèvement d'un développement contradictoire* [3]. Godelier voit dans cette théorie de la transition une série de processus qui peuvent s'enchaîner pour déboucher sur un nouveau modèle historique :

- décomposition générale d'un mode de production et d'une formation économique et sociale;
- dissolution locale et de plus en plus générale des anciens rapports dont les éléments libérés se combinent en un rapport social nouveau;
- développement de ce rapport social nouveau sur une base ancienne;
- création dans la dynamique d'un nouveau rapport social d'une base matérielle nouvelle qui lui correspond et qui, en se développant, entrera elle-même en contradiction avec ce rapport.

Dès lors, trois moments apparaissent dans l'évolution du système : d'abord, naissance et essor du nouveau mode social de production ainsi que déclin de l'ancien; ensuite, maturation, épanouissement et domination du nouveau mode de production; enfin, période de déclin, de dissolution de ce mode de production et d'apparition de nouvelles formes sociales de production [4]. Ce modèle n'est évidemment pas unique et les débats sur la transition au capitalisme débordent largement les cercles marxistes pour se poser en termes épistémologiques en histoire, en sociologie ou en économie [5]. C'est toutefois, rappelle à Paris le prospectiviste hongrois Attila Havas, dans la même logique que, par un retour de l'histoire, on a parlé d'*économie de la transition* lorsque les anciennes économies planifiées, y compris la Chine, ont entamé plus ou moins rapidement leur chemin vers l'économie libérale, l'économie de marché. Ainsi, se sont-elles rapprochées, voire sont entrées dans la sphère du système capitaliste. C'est cette mutation-là que, en ce qui concerne la Russie, Joseph Stiglitz a décrit en 2002, dans son ouvrage intitulé *La Grande Désillusion*, comme *une des plus importantes transitions de tous les temps* [6].

Transition vers le socialisme ou transition vers l'économie de marché portent en elles deux travers qu'il nous faudra garder à l'esprit. Le premier est idéologique : la transition mène-t-elle à un progrès philosophique voire politique ? Le bonheur, le bien, le mieux, le progrès, la

prospérité sont-ils au bout de la transition ? Le second nous renvoie à notre capacité d'agir sur la trajectoire historique : la transition est-elle inéluctablement en cours ? Peut-on faire autrement que de la subir, peut-on l'accompagner ? C'est la question du déterminisme évolutionniste que l'on a tant dénoncé dans le marxisme mais aussi lorsqu'on a abordé dans les années soixante les problématiques des sociétés postindustrielles puis de la société de l'information ou celle de la connaissance... Ne sommes-nous pas les jouets des forces qui nous dépassent ? S'adapter ou mourir ? Questions classiques de l'analyse du changement... [7]

La transition vers le développement durable

Le Rapport Meadows, déjà évoqué, abordait d'emblée ce sujet, et dès 1972, en appelant le lecteur à rejoindre les auteurs, chercheurs au MIT, dans *la compréhension et la préparation en vue d'une période de grande transition ("great transition") – la transition de la croissance vers l'équilibre global* [8]. Dans leurs conclusions, les auteurs de *Limits to Growth* revenaient sur cette question pour exprimer leur difficulté à expliciter cette transition : *nous pouvons dire très peu de chose à ce stade quant aux étapes pratiques qui, jour après jour, devront être mises en œuvre pour atteindre un état souhaitable, soutenable, d'équilibre global. Jamais le modèle mondial ni nos propres réflexions n'ont été développées suffisamment en détail pour comprendre toutes les implications de la transition qui va de la croissance à l'équilibre. Avant qu'une partie quelconque de la société mondiale ne s'engage délibérément dans une telle transition, il doit y avoir davantage de débats, davantage d'analyses précises, et de nombreuses nouvelles idées produites par beaucoup de gens différents. La société équilibrée aura à négocier les compromis provoqués par un monde limité non seulement en prenant en compte les valeurs humaines actuelles mais aussi en considérant les générations futures. Des objectifs de long terme doivent être spécifiés et des objectifs de court terme mis en concordance avec ceux-là* [9]. On voit à quel point l'édifice était fragile à un moment où le concept de développement durable n'était pas encore établi sémantiquement. On n'en était pourtant guère loin si l'on se rappelle que le fondateur du Club de Rome, l'entrepreneur italien Aurelio Peccei, expliquait en 1976 que, d'une part, le concept de *croissance soutenable* apparaissait tandis que le concept de *développement* était en train de remplacer rapidement le concept de croissance... [10] La concurrence des mots sera d'ailleurs très vive avec l'idée d'*écodéveloppement*, chère à Ignacy Sachs et à Maurice Strong, intellectuels actifs aux Nations Unies, qui renverront eux aussi aux stratégies de la transition [11].

Le rapport *Interfuturs* de l'OCDE, mené quelques années plus tard sous la direction de Jacques Lesourne et conçu pour contrer *Les Limites à la croissance*, fera également largement appel à la notion de transition, notamment comme passage – pendant un demi-siècle *au moins* – entre le système énergétique en vigueur en 1978, basé sur le pétrole, et les systèmes énergétiques futurs [12]. Progressivement, bien sûr, la question de la transition énergétique [13] va devenir aussi familière que ne l'étaient les modèles de la transition démographique ou de la transition démocratique.

C'est probablement avec le rapport Brundtland du 20 mars 1987 – dont on peut souvent se demander si ceux qui en parlent l'ont lu – que l'idée d'une transition vers le développement durable va s'affirmer le plus nettement, parallèlement à des mutations plus spécifiques, énergétiques, par exemple, également présentées sous ce vocable [14]. Rappelons que le rapport, demandé à la Première ministre norvégienne par l'Assemblée générale des Nations

Unies, se veut *un programme global de changement*, même s'il est orienté vers des stratégies de long terme en matière d'environnement. Ce texte évoque clairement la transition collective et concertée vers le développement durable.

*Les mécanismes précis de la coopération internationale nécessaires pour assurer le développement durable varieront d'un secteur à l'autre et d'une institution à l'autre. Cela dit, il est indispensable que **la transition vers ce développement durable** soit gérée conjointement par toutes les nations du monde. L'unité des besoins de l'être humain nécessite un système multilatéral qui s'appuie sur le principe démocratique du libre consentement et qui admette que la planète, certes est une, mais que le monde aussi est un [15].*

De même, le rapport considérait *inconcevable qu'une **transition vers un développement durable** puisse être menée à bien sans que les politiques et les pratiques soient réorientées vers des objectifs de développement durable* (p. 189). Les auteurs observaient que la façon de réaliser un développement durable variera selon le contexte politique et économique de chaque pays mais que malgré la diversité des mises en œuvre, plusieurs caractéristiques devraient néanmoins se retrouver dans la plupart des pays. Ainsi, les réformes institutionnelles et juridiques que la Commission Brundtland préconisait aux niveaux national, régional et international portaient sur six domaines prioritaires : aller aux sources des problèmes, s'occuper des répercussions sur l'environnement et les ressources naturelles, évaluer les risques mondiaux macro-écologiques, choisir en connaissance de cause en informant le public et en s'appuyant sur l'expertise, fournir les moyens légaux notamment en préparant sous les auspices des Nations Unies une Déclaration universelle puis une Convention sur la protection de l'environnement et le développement durable, et investir dans notre avenir en s'appuyant sur la Banque mondiale, les banques régionales de développement et le Fonds monétaire international. *Prises ensemble, ces six priorités correspondent aux principales orientations de la réforme institutionnelle et juridique qui doit opérer **la transition vers un développement durable**. Une action concertée est désormais nécessaire dans chacune de ces directions* (p. 257).

Ainsi, tout en s'inscrivant dans l'ordre institutionnel mondial ainsi que dans le cadre économique et social défini – ce qui lui sera parfois reproché [16] -, le rapport préparatif à la conférence de Rio se voulait, sinon un instrument de ruptures, un outil de changement et de réorientation des politiques aux différents niveaux de gouvernance. La définition systémique qu'il donnait du développement durable en constituait le levier essentiel même si le concept fut bien vite caricaturé dans un triptyque stérilisant.

Après Stockholm (1972), Nairobi (1982), Rio (1992), Johannesburg (2002), Rio à nouveau (2012), quarante ans de suivi des Sommets de la Terre, un certain désenchantement s'installe progressivement chez les uns, s'accroît chez les autres. Comme le rappelait Pierre Calame à Paris, en paraphrasant les textes qu'il a écrits, *les changements introduits jusqu'à présent ne sont pas à l'échelle des défis qui nous attendent. Pour les concevoir et les conduire, il faut oser mettre en question les concepts, les acteurs et les politiques qui ont été élaborés au cours des deux derniers siècles [17].* Selon le président de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, il nous faut changer de concept et passer de l'économie à l'*œconomie*, c'est-à-dire à l'art de gérer les ressources rares au profit de l'humanité. L'*œconomie* désigne exactement le contenu de *la grande transition*. *A maints*

égards, la nouvelle économie que nous devons créer pour le XXI^{ème} siècle ressemble beaucoup, mais à une échelle globale, à celle qui se déployait dans les siècles passés à une échelle locale, aux situations que nous connaissions avant la révolution industrielle, à l'époque où chaque communauté locale devait veiller à préserver sa viabilité à long terme dans un contexte de ressources naturelles limitées. Ainsi, l'économie suppose de parvenir à un véritable équilibre entre les individus, les sociétés et entre l'humanité et la biosphère [18].

Le mérite majeur de la réflexion conceptuelle de Pierre Calame est de montrer que le résultat de la transition bien plus qu'une économie d'une nature nouvelle. Est-ce une économie teintée d'écologie ou unie à celle-ci comme pourrait le suggérer le terme *économie écologique* ? Elie Faroult en a proposé une définition rédigée par Aurélie Maréchal, économiste et conseillère d'un eurodéputé écologiste belge : *l'économie écologique est une approche originale de l'économie qui a la particularité de tenir compte des limites naturelles de la planète et de la réalité sociale dans ses analyses et équations. Par son approche radicalement différente des théories économiques classiques, l'économie écologique – souvent présentée comme une "transdiscipline" – propose un cadre théorique et des outils analytiques pour comprendre, analyser et créer les conditions d'un futur soutenable pour tous* [19].

Cette définition est interpellante à deux égards. Le premier est que la fonction affirmée de la chercheuse qui l'a produite nous renvoie dans le champ idéologique des partis politiques. Certes, il existe un écologisme scientifique comme il existe un marxisme scientifique mais convenons que, dans un cas comme dans l'autre, cela ne favorise pas l'adhésion unanime des acteurs au modèle qui serait défendu. C'est une remarque qui fut entendue à Paris, tout en rappelant dans le même temps que Madame Brundtland n'était pas, non plus, apolitique. Le second aspect nous ramène au modèle lui-même d'*un futur souhaitable pour tous* et à cette question existentielle de savoir si cet avenir existe de fait, en lui-même, voire scientifiquement [20]. A force d'entendre et de lire à tout vent le messianisme Jeremy Rifkin, on pourrait s'en convaincre [21]. Ajoutons la question de savoir si l'on se trouve toujours dans le champ de l'économie ou bien si, comme nous y invitait Pierre Calame et Paul-Marie Boulanger [22], nous abordons la question du changement sociétal, la question systémique de la transition sociétale [23].

Une transition sociétale vers un modèle qui reste à imaginer ?

C'est à l'initiative du think tank européen *Pour la Solidarité* et du ministre wallon de l'Économie, des Technologies nouvelles et de l'Enseignement supérieur que cette réflexion entamée à Paris a pu se poursuivre – au moins dans mon esprit – ce 8 mai 2013 à Liège. En ouverture du colloque consacré à *l'économie sociale : l'avant-garde pour une société en transition*, le ministre Jean-Claude Marcourt notait judicieusement que *tout le monde parle de transition, mais avec des significations différentes*. De même, posait-il la question de savoir quel est le prix que nous sommes prêts à payer pour passer d'une économie productiviste à une situation plus respectueuse de l'environnement et où les émissions de carbone sont considérablement réduites.

La réponse de l'économiste Sybille Mertens, titulaire de la Chaire Cera en *Social Entrepreneurship* à HEC-Université de Liège, était volontariste, pour souligner à la fois que nous sommes responsables de la manière dont le système fonctionne, que nous avons des

marges de manœuvre mais que nous devons toutefois reconnaître que le système économique de marché est incapable de répondre aux inégalités, ni de gérer le bien commun ou ses externalités. S'appuyant sur le cadre théorique du Management de la Transition, notamment sur les travaux du réseau hollandais *Knowledge Network for system Innovations and Transitions* [24], la professeure Mertens doutait que des transformations à la marge, fondées notamment sur l'économie sociale, puissent avoir des effets suffisants pour permettre d'atteindre une société durable et observait que la reconfiguration du système capitaliste est probablement nécessaire. Cette reconfiguration ne peut passer que par la construction d'une vision partagée d'un avenir alternatif souhaitable... Cette tension entre développement durable et l'économie de marché était palpable aussi chez les acteurs invités à témoigner dans une table ronde. Coordinateur de l'asbl Barricade et membre actif du collectif *Liège en transition*, Christian Jonet rappelait que la notion de transition éveille des imaginaires différents et qu'il paraît vain d'évoquer la résilience, la croissance stationnaire ou la transition juste quand, finalement, le système économique capitaliste ne connaîtrait que deux évolutions possibles : la croissance ou l'effondrement... Se basant sur l'analyse de Tim Jackson [25], il estimait que l'on ne sait pas où on va mais que lorsqu'on y sera arrivé, le capitalisme sera probablement tellement transfiguré qu'on ne le reconnaîtra plus. Coordinatrice de la Cellule RISE (Réseau intersyndical de sensibilisation à l'environnement) à la FGTB wallonne, Lydie Gaudier se référait elle aussi au modèle de l'auteur de *Prosperity without Growth* pour revendiquer des normes sociales et environnementales *suffisantes* mais en s'en distanciant pour observer que la société est aujourd'hui dans une situation défensive, inconfortable, avec un sentiment d'impuissance face aux enjeux mondiaux : l'utopie attendue tarde à se dessiner, on cherche le projet de société commun et il faut reconnaître qu'on ne sait pas de quoi sera fait le modèle nouveau, même si on peut y mettre quelques balises telles que bien commun ou contrôle public. Lydie Gaudier concluait avec raison que, face à la mondialisation, l'investissement dans des projets locaux rend du pouvoir aux acteurs. Sébastien Perreau, secrétaire général de ConcertES, la plateforme de l'économie sociale en Wallonie et à Bruxelles, s'interrogeait sur les rapports entre le capitalisme et la démocratie, et en particulier sur le type de capital compatible avec le développement durable dans une logique de transition. Notons que savoir si le développement durable renouvelle ou met en cause le capitalisme, est une question essentielle que deux chercheurs, Sandrine Rousseau et Bertrand Zuideau, posaient déjà en juin 2007 [26]. Organisateur de la journée, l'économiste Denis Stokkink, président de *Pour la Solidarité*, qui a dirigé le rapport qui était présenté sur l'économie sociale et la transition [27], a conclu par l'absence de vision globalisante anticipant l'aboutissement d'un processus de transition. Comme il l'a bien indiqué, ce travail reste à faire par les acteurs, en pratiquant l'intelligence collective aux différents niveaux et avec l'appui des prospectivistes et des experts, non tant pour explorer mais pour co-construire l'avenir.

Ce questionnement sur la transition et l'économie sociale et ce tour de table étaient saisissants. En quelques formules, les participants du tour de table à Liège ont cerné, complémentairement au panel de prospectivistes réunis à Paris, la difficulté d'échapper à la trajectoire catastrophiste dans laquelle nous enferment les menaces qui pèsent sur la planète. Il a montré aussi l'importance, comme le remarque Jean-Pierre Le Goff, de réinscrire le pays, l'Europe, le monde, dans un récit historique [28]. Le monde durable, soutenable, viable est à construire. Certes, il devra être fait d'équilibre et d'harmonie, prendre en compte les limites des ressources, être parcimonieux et plus équitable. Mais, concrètement, tout reste à déterminer et probablement à redéfinir [29]. Il importe de le faire

ensemble, en sortant du chemin qui se trace de lui-même, par le dialogue, et en toute liberté. En trouvant les voies politiques qui dépassent les débats idéologiques [30], en générant un accord, comme l'indique Pierre Calame, sur des principes éthiques globaux et des textes fondateurs permettant de construire une communauté mondiale. Thierry Gaudin y apporte d'ailleurs sa pierre en contribuant à une nouvelle *Déclaration des droits de l'homme et de la nature* qui prenne en compte l'impératif du vivant [31]. Ainsi, la question de la transition vers le développement durable est-elle avant tout, une question de gouvernance, idée qui constituait la conclusion du séminaire parisien. *Non dans le sens de la dégradation du gouvernement*, y notait Françoise Roure, présidente de la section "Technologies et Société" du Conseil général des Technologies de l'Information, mais *dans le sens de partage du pouvoir* avec les acteurs.

Qu'attendons-nous encore pour avancer à la vitesse supérieure ? Probablement moins d'idéologie et davantage de jeu collectif et d'horizon commun.

Philippe Destatte

<https://twitter.com/PhD2050>

[1] Philippe DESTATTE, *Qu'est-ce que la prospective ?*, Blog PhD2050, 10 avril 2013, <http://phd2050.wordpress.com/2013/04/10/prospective/>

[2] Maurice LACHÂTRE, *Dictionnaire français illustré*, p. 1453, Paris, Librairie du Progrès, 1890. – Maurice GODELIER, *La théorie de la transition chez Marx*, dans *Sociologie et société*, vol. 22, 1, 1990, p. 53-81. – Sur la vigueur du débat, voir par exemple Maurice DOBB, Christopher HILL, Paul SWEEZY e.a., *Du féodalisme au capitalisme, Problème de la transition*, Paris, Maspero, 2 vol. , 1977.

[3] M. GODELIER, *La théorie de la transition chez Marx...*, p. 57. Il faut noter que, dans le même article, Maurice Godelier indique en introduction – nous sommes en 1990, c'est-à-dire dans une période pendant laquelle on évoque la transition des anciens pays de l'Est, dits socialistes, vers l'économie de marché – ce qu'on désigne alors par transition : *une phase très particulière de l'évolution d'une société, la phase où celle-ci rencontre de plus en plus de difficultés, internes et / ou externes, à reproduire le système économique et social sur lequel elle se fonde et commence à se réorganiser, plus ou moins vite ou plus ou moins violemment, sur la base d'un autre système qui finalement devient à son tour la forme générale des conditions nouvelles d'existence.*

[4] M. GODELIER, *op. cit.*, p. 72.

[5] voir par exemple Frédérick-Guillaume DUFOR, *Les débats de la transition au capitalisme : une défense de l'approche qualitative*, dans *Cahiers de recherche sociologique*, Janvier 2008, n°45, p. 73-91.

<http://www.erudit.org/revue/crs/2008/v/n45/1002500ar.pdf>

[6] Joseph E. STIGLITZ, *Globalization and its Discontents*, New York, WW Norton & Cie, 2002. – J. STIGLITZ, *La Grande désillusion*, p. 219sv, Paris, Fayard, 2002.

[7] Philippe BERNOUX, *Sociologie du changement dans les entreprises et les organisations*, p. 22-23, Paris, Seuil, 2010.

[8] Donella H. MEADOWS, Dennis L. MEADOWS, Jørgen RANDERS, William W. BEHRENS III, *The Limits to Growth, A report of the Club of Rome's Project on the Predicament of Mankind*, p. 24, New York, Universe Books, 1972.

[9] *Ibidem*, p. p. 180.

[10] Aurelio PECCEI, *La qualité humaine*, p. 258-261, Paris, Stock, 1976.

[11] Ignacy SACHS, *La troisième rive, A la recherche de l'écodéveloppement*, p. 251sv, Paris, Bourin, 2007. – Ignacy SACHS, *Le Développement durable ou l'écodéveloppement : du concept à l'action*, Paris, 1994. – I. SACHS, *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, Éditions ouvrières, 1980. – *L'écodéveloppement, Stratégies de transition vers le XXIème siècle*, Paris, Syros, 1993.

[12] INTERFUTURS, *Face aux futurs, Pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible*, p. 28, Paris, OCDE, 1979. Voir à ce sujet : Ph. DESTATTE, *Foresight: A major tool in tackling sustainable development*, TFSC, 77, 2010, p. 1575-1587. http://www.institut-destree.eu/Documents/Chantiers/ID-EP-2010/EP_A09_PhilippeDestatte-Prospective Outil Developpement durable 2010-04-27.pdf

[13] WORLD BANK, *The Energy Transition in Developing Countries*, Washington, DC, 1983. – N.J.D. LUCAS, *The Influence of Existing Institutions on the European Transition from Oil*, The European, p. 173-89, 1981.

[14] La Première ministre norvégienne considérait par ailleurs qu'il fallait voir dans les années à venir une période de transition, faisant suite à une période où l'on a fait un usage abusif de l'énergie (p. 137), elle évoquait ceux qui voient dans leur capacité nucléaire actuelle une nécessité pendant une période de transition limitée en attendant une solution de rechange plus sécuritaire (p. 150). Harlem Gro Brundtland avait perçu dans la chute des prix du pétrole un risque de voir réduire les investissements dans les énergies renouvelables, les procédés industriels, les véhicules de transport et les services à haut rendement énergétique. La plupart, écrivait-elle, sont nécessaires pour faciliter la transition vers un avenir plus sûr et plus stable de l'énergie, au-delà de ce siècle. Seule une action constante et de longue durée permettra d'atteindre cet objectif (p. 161). Le rapport Brundtland envisageait également un scénario de basse consommation énergétique permettant de maintenir le niveau de services tout en mobilisant la moitié de l'énergie primaire alors utilisée. Pour atteindre cet objectif, le texte appelait à de profonds remaniements socio-économiques institutionnels. Ces efforts donneraient le temps de mettre sur pied de vastes programmes portant sur les sources d'énergie renouvelables et d'assurer la transition vers une ère énergétique plus sûre, plus durable (p. 162). Harlem Gro BRUNDTLAND, *Notre avenir à tous*, New York, Nations Unies, 1987.

[15] Harlem Gro BRUNDTLAND, *Notre avenir à tous*, New York, Nations Unies, 1987.

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/5/rapport_brundtland.pdf

[16] Catherine FIGUIERE et Michel ROCCA, *Un développement véritablement durable : quelle compatibilité avec le capitalisme financier ?* Intervention au colloque *La problématique du développement durable vingt ans après : nouvelles lectures théoriques, innovations méthodologiques et domaines d'extension*, Lille, Novembre 2008.

http://creg.upmf-grenoble.fr/servlet/com.univ.collaboratif.utils.LectureFichiergw?ID_FICHIER=1343379276182

[17] Pierre CALAME, *Les leviers de la grande transition économique*, Traduction française du texte *Leverage points for the great transition in the field of economy*, Note de réflexion, Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, 29 mars 2011, 11 pages (bip 4267), p.3.

[18] *Ibidem*, p. 6 et 10.

[19] Aurélie MARECHAL, *Économie écologique, Principes de bases*, dans *Revue Etopia*, n°8, *Autour de Tim Jackson, Inventer la prospérité sans croissance*, 27 janvier 2011, p. 137-148.

[20] Cette question est d'autant plus nécessaire qu'Aurélien Maréchal précise que *l'économie écologique a comme point de départ une vision du monde qualifiée de pré-analytique par Herman Daly, concevant l'économie comme un sous-système ouvert d'un système fermé, l'écosystème (op. cit., p. 138).*

[21] Jeremy RIFKIN, *La Troisième Révolution industrielle, Comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde*, Paris, LLL, 2011.

[22] voir Paul-Marie BOULANGER, *Une gouvernance du changement sociétal : le transition management*, dans *La Revue nouvelle*, 2008, n°11, p. 61-73. P-M Boulanger note que dans le Transition Management, *la transition est définie comme un processus de transformation au cours duquel un système complexe passe d'un état d'équilibre dynamique (un régime) à un autre régime. De façon générale, cette transition résulte de l'apparition de multiples changements qui se produisent simultanément à différents niveaux et dans différents secteurs de la société (la technologie, l'économie, les institutions, les comportements, la culture, l'écologie...) et qui se renforcent et s'amplifient mutuellement jusqu'à entraîner – en cas de transition réussie – une configuration globale du système (p. 61-62).* – Aurélien BOUTAUD, *La transition : l'après-développement durable*, dans *M3, Grand Lyon-Prospective*, n°4, Hiver 2012-2013, p. 16-19. – Vicky DE MEYERE & Peter TOM JONES, *Terra Reversa, De Transitie naar Rechtvaardige Duurzaamheid*, EPO-Jan Van Arkel, 2009.

[23] Miklos ANTAL, Jeroen C.J.M. van den BERGH, *Macroeconomics, financial and the environment: strategies for a sustainability transition*, in *Environmental Innovation and*

Societal Transitions, 6 (2013) p. 47-66. – Marina FISCHER-KOWALSKI and Jan ROTMANS, *Conceptualizing, observing, and influencing social–ecological transitions in Ecology and Society* 14 (2), 2009, 3. <http://www.ecologyandsociety.org/vol14/iss2/art3/>

[24] Knowledge Network for System Innovations and Transitions, <http://www.ksinetwork.nl/home>

[25] Tim JACKSON, *Prosperity without Growth, Economics for Finite Planet*, London, Earthscan, 2009. – Voir aussi *Prosperity without Growth ? The transition to a sustainable economy*, London, UK Sustainable Commission, 2009.

[26] Sandrine ROUSSEAU et Bertrand ZUINDEAU, *Théorie de la régulation et développement durable*, dans *Revue de la Régulation, Capitalisme, Institutions, Pouvoirs*, n°1, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, Juin 2007.

<http://regulation.revues.org/1298?id=1298>

[27] Denis STOKKINK dir., *La transition : un enjeu économique et social pour la Wallonie*, Bruxelles, Pour la Solidarité, Mars 2013.

[28] Jean-Pierre LE GOFF, *Réinscrire le pays dans un récit historique*, dans *Millénaire 3 (M3), Société urbaine et action publique pour penser les mutations*, Hors-Série, Grand Lyon – Prospective, Avril 2013, p. 5-13.

[29] Isabelle CASSIERS dir., *Redéfinir la prospérité*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2013.

[30] *Les sciences sociales sont toujours plus ou moins entachées de prise de position idéologique et c'est particulièrement vrai en ce qui concerne les écrits sur l'environnement, car toute réaction dans ce domaine suscite forcément l'action de larges couches de la population.* Ignacy SACHS, *Pour une économie politique du développement*, p. 289, Paris, Flammarion, 1977.

[31] Thierry GAUDIN, *L'impératif du vivant*, coll. *Géographie du futur*, p. 271sv, Paris, L'Archipel, 2013.